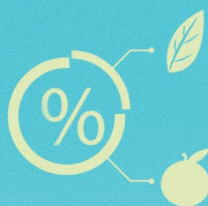




AKADEMIYA

L'expertise que nous avons. L'Afrique que nous voulons.



SÉRIE DE NOTES D'ORIENTATION DE KAMPALA

N° 15

Opportunités de convergence entre le processus du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et l'Agenda du PDDAA de Kampala

Par Hamady Diop, Katrin Glatzel, John Ulimwengu et Augustin Wambo Yamdjeu

SÉRIE DE NOTES D'ORIENTATION DE KAMPALA

Opportunités de convergence entre le processus du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et l'Agenda du PDDAA de Kampala¹
N° 15, Mai 2026

*Par Hamady Diop, Katrin Glatzel, John Ulimwengu et
Augustin Wambo Yamdjeu*

Référence à citer : Diop, H., K. Glatzel, J. Ulimwengu et A. Wambo Yamdjeu. 2026. *Opportunités de convergence entre le processus du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et l'Agenda du PDDAA de Kampala*. Série de Notes d'Orientation de Kampala, N° 15. Kigali : AKADEMIYA2063. <https://doi.org/10.54067/kpbs.15/FR>

*Ancien Coordinateur du processus et du programme Post-Malabo du PDDAA, Commission de l'Union africaine

**Directrice, Stratégies et Programmes, AKADEMIYA2063

***Chercheur principal, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI)

**** Fondateur et Directeur de la Stratégie, AFRIKIYA Lab

¹Cette note d'orientation présente un résumé d'un chapitre du prochain rapport sur les tendances et perspectives annuelles (ATOR) 2026, dont la publication est prévue en novembre 2026. Les auteurs sont classés par ordre alphabétique.

Note éditoriale

Depuis son adoption par l'Union africaine (UA) en 2003, le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA) constitue le principal cadre politique africain en matière de transformation agricole, de création de richesse, de sécurité alimentaire, de croissance économique et de prospérité. Il guide la Commission de l'Union africaine (CUA), l'Agence de développement de l'Union africaine – Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (AUDA-NEPAD), les communautés économiques régionales (CER) et les États membres dans leurs efforts pour mener à bien la transformation agricole en vue d'une Afrique autonome et productive.

La [Déclaration de Kampala sur le PDDAA](#), intitulée « Bâtir des systèmes agroalimentaires résilients et durables en Afrique », ainsi que la [stratégie et le plan d'action du PDDAA \(2026-2035\)](#) qui lui sont associés, s'appuieront sur les succès et approfondiront les progrès réalisés au cours de deux décennies de mise en œuvre du PDDAA, au cours desquelles l'Afrique a enregistré des avancées significatives en matière de croissance économique et agricole, de réduction de la pauvreté, de nutrition et d'expansion du commerce agricole. Le prochain cycle décennal de mise en œuvre du PDDAA doit renforcer davantage son orientation, en intégrant les enseignements tirés et en répondant aux nouveaux défis afin d'accélérer la transformation vers des systèmes agroalimentaires durables dans le contexte du changement climatique, des facteurs de stress et des chocs multiples.

La pérennité et le succès continu du PDDAA peuvent être attribués à sa légitimité en tant que cadre commun qui guide les États membres vers la transformation agricole et la croissance économique. Guidées par les principes et les valeurs du PDDAA, notamment l'appropriation africaine et la responsabilité mutuelle, et renforcées par des mécanismes d'évaluation et d'analyse comparative, les données et les analyses ont joué un rôle central dans la planification et la mise en œuvre du PDDAA, fondées sur des données probantes. Alors que l'Afrique s'engage dans la phase de mise en œuvre de la Déclaration de Kampala du PDDAA, entrée en vigueur le 1er janvier 2026, les données probantes, ainsi qu'une analyse rigoureuse de celles-ci, resteront indispensables à la réussite de la mise en œuvre sur le terrain. C'est la raison d'être de la série de notes d'orientation de Kampala publiée par AKADEMIYA2063.

Ces notes d'orientation constituent des documents de référence destinés aux analystes et aux responsables de la planification dans l'ensemble des États membres de l'UA lorsqu'ils élaborent leurs programmes en réponse à la Déclaration de Kampala sur le PDDAA. Cette série présente une synthèse d'un vaste corpus de recherches portant sur des thèmes d'importance stratégique pour le programme de développement de l'Afrique, ainsi que sur les enjeux clés à traiter au cours de la nouvelle phase de mise en œuvre du PDDAA, dans le but de générer des perspectives, d'examiner les idées émergentes, de passer en revue les domaines thématiques transversaux et de proposer des recommandations en matière de politiques publiques pouvant être adaptées et reproduites pour un impact durable.

Les résultats présentés dans la série de notes d'orientation de Kampala s'appuient sur des travaux de recherche publiés et sur des données fournies par les scientifiques d'AKADEMIYA2063 et leurs collaborateurs à travers l'Afrique et au-delà. Ces enseignements sont mis à la disposition des décideurs politiques, des acteurs non étatiques, des praticiens aux niveaux continental, régional et national, ainsi que des partenaires au développement, afin de soutenir la mise en œuvre du PDDAA 2026-2035. Outre la synthèse de ces enseignements et perspectives sous forme de produits de connaissance complets et accessibles, AKADEMIYA2063 facilite le dialogue politique par le biais de webinaires. Au cours de ces sessions, les résultats sont présentés à un large éventail de parties prenantes afin d'orienter les interventions programmatiques qui soutiennent la mise en œuvre de l'Agenda du PDDAA de Kampala.

Résumé analytique



Les systèmes agroalimentaires en Afrique subissent les tensions conjuguées de chocs aigus et de faiblesses structurelles persistantes. La variabilité climatique, les sécheresses et inondations récurrentes, la volatilité des prix alimentaires, la faiblesse de la logistique, les pertes post-récolte, les déficits d'infrastructure, l'endettement croissant et le rétrécissement de l'espace budgétaire convergent pour mettre à rude épreuve la capacité de réponse des gouvernements. Dans ce contexte, les politiques alimentaires et agricoles ne peuvent plus être évaluées uniquement en termes d'opportunités de croissance : elles doivent également prendre en compte la nutrition, la santé publique, les opportunités économiques, la résilience, l'inclusion sociale, la durabilité environnementale et la performance de la gouvernance. Deux grands processus politiques - le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires (UNFSS) et l'Agenda du PDDAA de Kampala - façonnent de plus en plus la manière dont les gouvernements africains abordent ces défis multidimensionnels. Cette note d'orientation politique soutient qu'une convergence délibérée entre les deux processus est essentielle pour renforcer l'appropriation, aligner les efforts, accélérer la mise en œuvre, réduire la fragmentation et faire progresser les objectifs de l'Agenda 2063 et des Objectifs de développement durable (ODD).

1. Le défi de la gouvernance

Les gouvernements africains évoluent dans le cadre de ce programme d'action agroalimentaire élargi, utilisant divers canaux de gouvernance. Le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires (UNFSS) de 2021 a renforcé la visibilité mondiale de la transformation des systèmes alimentaires et a encouragé les pays à élaborer des trajectoires nationales par le biais de processus consultatifs. Dans ce contexte, les pays africains ont adopté la position commune africaine sur les systèmes alimentaires - une étape qui, quelques années plus tard, a contribué à façonner la Déclaration de Kampala, offrant un cadre plus solide pour la mise en œuvre, la déclinaison nationale et la redevabilité mutuelle. L'influence de ce processus se manifeste non seulement dans le calendrier de l'Agenda de Kampala, mais aussi dans son contenu. La position commune africaine a permis de transformer le discours de l'UNFSS sur les systèmes alimentaires en un cadre politique africain axé sur la transformation intégrée des systèmes agroalimentaires, intégrant la production, la nutrition, la résilience, l'inclusion, la durabilité et la gouvernance. La Déclaration de Kampala sur le PDDAA, ainsi que la stratégie et le plan d'action du PDDAA (2026-2035) qui lui sont associés, ont depuis intégré ce cadre dans une architecture dirigée par l'Union africaine (UA) pour la déclinaison nationale, la planification des investissements, la coordination, la redevabilité mutuelle et la réalisation de résultats, comme en témoigne son alignement avec la position commune africaine sur les systèmes alimentaires et sa transition d'une transformation portée par l'agriculture vers une approche systémique des systèmes agroalimentaires.

La coexistence de ces cadres crée à la fois des opportunités et de la complexité : la pluralité des cadres peut mobiliser des ressources, élargir les coalitions et attirer l'attention politique, mais elle peut aussi poser des difficultés - rapports fragmentés, mandats peu clairs, coordination parallèle et lassitude face aux initiatives. Le défi le plus profond demeure l'absence d'un cadre institutionnel unifié et consensuel, d'un ordonnancement, d'une interface et d'une logique de séquençage reliant les deux processus. Ce contexte pose le décor de l'argumentation qui suit.

L'argument central est que l'appropriation, l'alignement et la convergence délibérée entre l'UNFSS et l'Agenda du PDDAA de Kampala sont essentiels aux progrès de l'Afrique en matière de systèmes agroalimentaires. Bien que les deux cadres visent des résultats apparentés, leurs processus reposent sur des structures de gouvernance, des calendriers et des indicateurs distincts, ce qui alourdit la charge de mise en œuvre pour les gouvernements et réduit l'efficacité globale des politiques. Un alignement délibéré et une appropriation nationale permettront de lever ces obstacles et de renforcer l'impact des indicateurs de chaque cadre.

L'UNFSS a placé la transformation des systèmes alimentaires au cœur de la gouvernance mondiale du développement. Son innovation principale a consisté à dépasser la politique agricole sectorielle traditionnelle en intégrant les systèmes alimentaires comme un domaine qui relie la production agricole, les régimes alimentaires, la santé, l'environnement, les marchés, le climat, l'inclusion sociale et la durabilité.

Le PDDAA a été lancé comme un cadre continental axé principalement sur la croissance agricole, l'investissement public et la planification sectorielle. Dans le cadre de la Déclaration de Maputo, l'accent était largement mis sur les engagements en matière d'investissement et sur les objectifs de croissance agricole. Dans les cycles de mise en œuvre ultérieurs, et particulièrement sous la Déclaration de Malabo, le programme d'action s'est élargi pour inclure la résilience, la nutrition, le commerce, les systèmes de données, les résultats et la redevabilité mutuelle. La Déclaration de Kampala poursuit cette évolution en s'orientant plus explicitement vers un programme d'action visant la transformation des systèmes agroalimentaires. En ce sens, le processus de l'UNFSS a contribué à consolider les fondements conceptuels et normatifs de la transformation des systèmes alimentaires, tandis que l'Agenda du PDDAA de Kampala a traduit ces principes en une stratégie portée par l'Afrique pour la planification coordonnée, l'investissement, la redevabilité mutuelle et l'obtention de résultats en matière de transformation des systèmes agroalimentaires, renforçant ainsi le rôle crucial que le secteur

agricole continue de jouer dans les pays africains.

La Déclaration du PDDAA de Kampala marque une avancée institutionnelle majeure dans le développement de l'Afrique ; elle doit donc être considérée non pas comme une déclaration isolée, mais comme la dernière étape d'un développement institutionnel de plus longue haleine. Elle démontre et explique le passage du PDDAA d'un cadre centré sur l'agriculture à une approche plus globale et explicite de la transformation des systèmes agroalimentaires, en mettant l'accent sur la gouvernance, la déclinaison nationale, la préparation à la mise en œuvre et la planification intégrée des investissements. Cette évolution montre qu'un débat politique africain plus large et robuste - dans lequel la transformation durable dépend non seulement des dépenses sectorielles, mais aussi de la qualité des politiques publiques, des institutions et de la mise en œuvre - est le moteur d'une transformation durable. Le Tableau 1 présente un profil comparatif de gouvernance entre l'UNFSS et le PDDAA de Kampala.

Vu sous cet angle, la relation entre les deux cadres s'appréhende au mieux comme séquentielle et complémentaire. L'UNFSS a inscrit la transformation des systèmes alimentaires à l'agenda mondial ; la Position commune africaine a traduit cet agenda dans le langage politique continental africain ; et la Déclaration PDDAA de Kampala, ainsi que la Stratégie et le Plan d'action du PDDAA (2026-2035), qui lui sont associés, l'ont ancrée dans un cadre piloté par l'UA pour la déclinaison nationale, la planification des investissements, le suivi et la redevabilité



Opportunités de convergence entre le processus du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et l'Agenda du PDDAA de Kampala

Tableau 1. Profil comparatif de gouvernance de l'UNFSS et du PDDAA de Kampala

Dimension	UNFSS	PDDAA de Kampala
Ancrage politique	Processus mondial lié à l'ONU	Cadre continental piloté par l'UA
Portée géographique	Mondiale	Continental africaine
Style de gouvernance	Volontaire, multi-acteurs, coordination souple	Ancrée politiquement, orientée vers la déclinaison nationale, articulée à la redevabilité mutuelle
Principal atout	Mise à l'agenda, construction de coalitions, recadrage narratif	Appropriation, architecture de mise en œuvre, redevabilité mutuelle
Principaux instruments	Trajectoires nationales, dialogues, coalitions, bilans (« stock takes »)	Déclarations, Plans nationaux d'investissement agricole (NAIPs) / Plans nationaux d'investissement dans les systèmes agroalimentaires (NASIPs), Revue biennale (BR), Revue sectorielle conjointe (JSR), tableaux de bord, notes de diagnostic
Style de redevabilité	Variable et largement volontaire	Examen par les pairs structuré et suivi récurrent, mais non juridiquement contraignant
Principale faiblesse	Ancrage national inégal, suivi moins structuré	La mise en œuvre effective reste fortement tributaire des capacités nationales
Meilleur rôle dans la convergence	Visibilité, participation, articulation avec le niveau mondial	Colonne vertébrale institutionnelle pour la planification, le suivi, la mise en œuvre, l'apprentissage mutuel et la diffusion des bonnes pratiques

Source : Les auteurs

Des éléments du processus de l'UNFSS sont également présents dans la Stratégie et le Plan d'action du PDDAA (2026-2035), qui opérationnalisent le cadrage par les systèmes agroalimentaires à travers la nutrition, la résilience, la durabilité, l'inclusion, le commerce, la technologie et la gouvernance, tout en intégrant ces priorités aux plans nationaux et régionaux d'investissement agroalimentaire ainsi qu'à l'architecture de redevabilité mutuelle du PDDAA.

La comparaison entre l'UNFSS et le PDDAA de Kampala montre que cet alignement n'est pas purement théorique : il représente déjà une évolution concrète de la gouvernance à travers l'Afrique. Certains pays ont commencé à y répondre. Le Rwanda, par exemple, a intégré le suivi agricole et nutritionnel au moyen de dispositifs interministériels, réduisant les doublons et clarifiant les responsabilités. Le Ghana a intégré les priorités des partenaires extérieurs dans les instruments nationaux de planification des investissements plutôt que de les gérer séparément. Bien qu'il ne s'agisse pas de modèles universels, ils montrent que c'est la consolidation, et non la prolifération, qui permet d'atteindre la convergence le plus efficacement. Comme le montre le Tableau 2, en l'absence de convergence délibérée, les coûts de gouvernance augmentent.

Tableau 2. Les recouvrements liés à l'absence de convergence engendrent des coûts de gouvernance

Enjeu de gouvernance	Manifestation en l'absence de convergence délibérée	Pourquoi cela importe
Coordination	Comités et secrétariats multiples	Appropriation faible, calendriers concurrents, autorité peu claire
Planification	Trajectoires et plans séparés	Trajectoires et plans séparés Cohérence réduite entre ambitions et exécution
Financement	Projets pilotes financés par les bailleurs, détachés des plans nationaux	Logique de projet (« projectisation ») et faible ancrage budgétaire
Redevabilité	Systèmes de rapportage parallèles	Charge administrative et données probantes incohérentes
Participation	Dialogues répétés sans ancrage institutionnel	Lassitude des consultations et suivi limité
Légitimité	UNFSS visible mais externe ; PDDAA approprié mais limité par les capacités	Tension entre visibilité et capacité à gouverner

Source : Les auteurs

Dans ce contexte, les gouvernements africains s'engagent déjà dans les deux cadres. La question clé est de savoir s'ils peuvent structurer cet engagement et s'organiser de manière à renforcer la mise en œuvre effective plutôt que de multiplier les charges institutionnelles. La convergence importe pour au moins quatre raisons.

Premièrement, la convergence réduit les charges administratives. Les ministères et les unités de planification gèrent déjà des demandes considérables et lourdes : engagement et mobilisation des parties prenantes, collecte et validation des données, révision des stratégies, rapportage et réponse aux revues mondiales. Lorsque des cadres similaires exigent des rapports et des examens distincts, les coûts augmentent et la mise en œuvre ralentit.

Deuxièmement, la convergence préserve l'appropriation nationale. Préparer des stratégies ou des rapports distincts pour différents publics externes peut satisfaire à des exigences procédurales, mais affaiblit souvent la cohérence stratégique et complique la hiérarchisation des priorités. Troisièmement, la convergence améliore la cohérence du financement. Les trajectoires nationales qui ne s'intègrent pas à la planification et à la budgétisation influencent rarement les décisions d'investissement effectives.

Quatrièmement, la convergence renforce le pouvoir de négociation de l'Afrique. Une articulation unifiée et un récit continental plus cohérent des priorités, des progrès et des besoins renforcent l'influence de l'Afrique dans les discussions et, plus largement, sur les systèmes alimentaires, le climat, la nutrition et le commerce.

2. Voies vers une convergence opérationnelle

Compte tenu de l'importance de la convergence, quatre domaines sont essentiels pour atteindre une convergence opérationnelle effective entre les deux cadres.

2.1. Ancrage institutionnel et coordination

L'ancrage institutionnel est la première exigence de la convergence. Les gouvernements devraient éviter de créer de nouvelles structures autonomes lorsque celles-ci peuvent être intégrées dans des mécanismes alignés sur le PDDAA. L'approche à privilégier est l'imbrication institutionnelle (« institutional nesting ») : les gouvernements utilisent les plateformes de coordination alignées sur le PDDAA comme base institutionnelle principale de la convergence des systèmes agroalimentaires, en élargissant leurs mandats au besoin pour inclure la révision des trajectoires de l'UNFSS, la participation intersectorielle et le rattachement aux cycles d'examen.

Cette démarche constitue l'étape la plus importante vers la convergence, car elle s'attaque à l'asymétrie centrale entre les deux cadres. L'UNFSS apporte une valeur substantielle en tant que processus mondial de mise à l'agenda et de constitution d'alliances, mais les pays l'ancrent au niveau national de manière diverse. Le PDDAA, à l'inverse, s'intègre déjà aux structures politiques de l'UA, aux processus régionaux et aux traditions nationales de planification. La littérature sur l'intégration appuie ce point de vue : Candel et Biesbroek (2016) soutiennent que la création de nouvelles structures de coordination, sans les imbriquer dans les institutions existantes, peut affaiblir — plutôt que d'améliorer — la cohérence.

Cette imbrication institutionnelle ne devrait pas se limiter à cantonner la gouvernance des systèmes agroalimentaires aux seuls ministères de l'agriculture. L'expérience de plusieurs pays africains met en évidence de bonnes pratiques émergentes en matière de gouvernance des systèmes agroalimentaires et montre que confiner la transformation à un seul secteur conduit à l'échec. La coordination interministérielle et l'appropriation au plus haut niveau politique sont donc essentielles pour assurer la convergence. Une structure de coordination adossée au PDDAA devrait inclure les finances, la planification, le commerce, la santé, l'environnement et la protection sociale. Les autorités de planification doivent disposer d'un mandat clair, de lignes de reporting prévisibles et d'un appui politique fort à un niveau suffisamment élevé pour gérer les arbitrages et garantir un suivi solide.

Cette recommandation s'aligne sur la Stratégie et le Plan d'action du PDDAA (2026-2035), qui placent au cœur de la mise en œuvre effective les plans nationaux et régionaux d'investissement agroalimentaire, le renforcement des systèmes de coordination et la redevabilité mutuelle fondée sur la Revue biennale.

2.2. Planification, financement et préparation à la mise en œuvre

La deuxième exigence consiste à faire passer la convergence d'un alignement déclaratoire vers une planification et un investissement intégrés. Si les objectifs généraux en matière de systèmes agroalimentaires sont souvent inscrits dans les trajectoires et les déclarations, les planificateurs publics ne parviennent pas toujours à les traduire en programmes budgétés et en responsabilités de financement claires. La tradition de planification du PDDAA offre, à cet égard, un avantage majeur. Les gouvernements devraient donc intégrer les priorités de l'UNFSS dans les Plans nationaux d'investissement agricole (NAIPs) et dans les Plans nationaux d'investissement dans les systèmes agroalimentaires (NASIPs) émergents, plutôt que de les traiter comme des documents séparés et parallèles. Cette approche garantit que ces priorités sont prises en compte dans les processus de définition des priorités, d'élaboration des budgets et d'exécution des plans.

Jomo et al. (2025) soutiennent directement cette logique fondée sur la planification en démontrant que les engagements de transformation des systèmes agroalimentaires en Afrique de l'Est peuvent être alignés à la fois sur les domaines d'action de l'UNFSS et sur la Déclaration de Kampala. Kalibata (2022) affirme, de manière analogue, que les résultats des dialogues sur les systèmes alimentaires devraient être traduits en plans d'action concrets au niveau des pays, soutenus par des institutions techniques appropriées.

Cette approche intégrée contribue également à contrer la logique de projet (« projectisation »). Les ambitions de transformation des systèmes agroalimentaires des gouvernements doivent s'écarter des projets pilotes isolés et dispersés, financés par les bailleurs et déconnectés de la budgétisation et des plans d'investissement de l'État. Les dirigeants nationaux gagneront à élaborer des programmes chiffrés et intersectoriels qui mobilisent des financements dédiés, séquentent les actions institutionnelles et soutiennent l'obtention de résultats. Les dirigeants doivent relier le financement aux domaines d'action tels que les chaînes de valeur sensibles à la nutrition, la sécurité sanitaire des aliments, la résilience, les systèmes post-récolte, les marchés inclusifs et la gestion durable des terres, et leur attribuer des responsabilités de mise en œuvre intersectorielles.

Des exemples récents au niveau des pays soulignent encore la valeur de cette approche. L'Ouganda et la Zambie offrent des enseignements importants : les notes-pays de la Revue biennale montrent comment les produits continentaux de redevabilité mutuelle peuvent devenir des outils de diagnostic destinés aux pays, qui informent la planification nationale et le dialogue sur la performance. Bien qu'ils ne résolvent pas à eux seuls l'absence de convergence, leur valeur réside dans la mise en évidence des points de jonction entre la planification opérationnelle et la redevabilité.



2.3. Suivi, rapportage et redevabilité interopérables

La troisième exigence consiste à bâtir un système de données probantes et interopérable, plutôt que de maintenir de multiples structures de rapportage parallèles. L'objectif n'est pas que tous les cadres utilisent des indicateurs identiques, mais d'éviter de créer une situation où les pays doivent maintenir des infrastructures de données probantes distinctes pour des cadres apparentés.

Le PDDAA fournit déjà une base de redevabilité mutuelle plus solide que la plupart des initiatives autonomes en matière de systèmes alimentaires, à travers les processus de la Revue biennale (BR), des Revues sectorielles conjointes (JSR), du ReSAKSS et de la série ATOR (Rapport annuel sur les tendances et les perspectives). Nhemachena et al. (2017) montrent que les JSR sont importantes pour la redevabilité mutuelle et l'examen de la mise en œuvre. Oehmke et al. (2018) expliquent pourquoi la redevabilité mutuelle importe pour l'action collective. Resnick et al. (2020) et Ulimwengu et al. (2023) montrent que l'écosystème plus large de données probantes du PDDAA intègre de plus en plus l'analyse, la planification des politiques et la redevabilité mutuelle continentale. En termes pratiques, les gouvernements devraient collecter ces données

— ce qui pourrait signifier les collecter une seule fois à partir des systèmes nationaux, générer des tableaux de bord compatibles avec la BR pour l'examen continental et produire des supports adaptés pour les bilans mondiaux (« stocktakes ») de l'UNFSS à partir de la même base de données probantes. Les équipes devraient créer des tableaux de correspondance, harmoniser les jeux d'indicateurs et les calendriers de rapportage et garantir des plateformes de données compatibles afin de réduire les sollicitations répétées en matière de données. Sur le plan politique, les systèmes de redevabilité mutuelle renforcent la capacité d'action africaine en garantissant que la transformation est évaluée au moyen du processus d'examen piloté par l'Afrique — et non par les seules architectures externes.

La Stratégie et le Plan d'action du PDDAA (2026-2035) fournissent une base prête à l'emploi pour l'interopérabilité en mettant l'accent sur le renforcement des systèmes de connaissances agroalimentaires, le rapportage au titre de la BR, les JSR et les mécanismes de redevabilité mutuelle, qui constituent ensemble une base de redevabilité mutuelle plus solide que les processus autonomes de rapportage sur les systèmes alimentaires.

2.4. Participation, appui à la mise en œuvre et apprentissage par les pairs

La quatrième exigence consiste à préserver les acquis participatifs liés à l'UNFSS tout en évitant la fragmentation de la gouvernance. L'une des contributions les plus nettes de l'UNFSS a été d'ordre procédural : elle a élargi la participation en associant la société civile, les jeunes, les femmes, les chercheurs et le secteur privé aux discussions sur les systèmes agroalimentaires. Cette contribution devrait être préservée et institutionnalisée au sein des cycles de planification et d'examen adossés au PDDAA, plutôt que par des forums séparés et ad hoc.

La participation ne suffit toutefois pas. Canfield et al. (2021) et Kraak (2021) avertissent que la participation sans redevabilité peut reproduire des asymétries de pouvoir et diluer les responsabilités. Le modèle le plus prometteur est donc celui dans lequel le PDDAA fournit l'architecture formelle de gouvernance, tandis que l'UNFSS contribue par des méthodes participatives, par la construction de coalitions plus larges et par une articulation à l'échelle mondiale au sein de cette architecture.

L'appui à la mise en œuvre et l'apprentissage par les pairs sont également essentiels. Les pays ont besoin d'aide non seulement pour élaborer des trajectoires pour les systèmes alimentaires, mais aussi pour cartographier les indicateurs, réviser la coordination, relier les trajectoires aux budgets et séquencer la mise en œuvre. Un mécanisme d'apprentissage à l'échelle continentale, articulé aux cycles de la BR et appuyé par les institutions africaines, pourrait aider les pays à partager des enseignements concrets sur la coordination, la cartographie des indicateurs, le financement et la préparation à la mise en œuvre.

3. Conclusion et recommandations

Le processus de l'UNFSS et l'Agenda du PDDAA de Kampala gagnent à être appréhendés comme des cadres complémentaires plutôt que concurrents. Tous deux visent à faire progresser la transformation des systèmes agroalimentaires en reliant la sécurité alimentaire à la nutrition, à la résilience, à la durabilité, à l'inclusion et à la gouvernance ; ils opèrent toutefois selon des logiques institutionnelles différentes. L'UNFSS a apporté de la visibilité mondiale, la construction de coalitions et de l'élan participatif, tandis que le PDDAA de Kampala offre un cadre porté par l'Afrique pour la déclinaison nationale, la planification intégrée des investissements, le suivi et la redevabilité mutuelle. La Position commune africaine sur les systèmes alimentaires a contribué à jeter un pont entre ces deux processus en traduisant l'agenda plus large des systèmes alimentaires dans un cadre politique africain continental, que la Stratégie et le Plan d'action du PDDAA (2026-2035) ont ensuite ancré au moyen de mécanismes de mise en œuvre et de redevabilité mutuelle.

Le défi politique central n'est donc pas de savoir si les deux cadres doivent coexister, mais comment ils doivent être alignés. Lorsque des objectifs similaires sont poursuivis à travers des structures de coordination, des systèmes de rapportage et des instruments de planification parallèles, les coûts de gouvernance augmentent et l'efficacité de la mise en œuvre diminue. À l'inverse, une convergence délibérée peut réduire les doublons, consolider l'appropriation nationale, améliorer la cohérence du financement et accélérer la mise en œuvre. Cela est cohérent avec l'accent mis par la Stratégie et le Plan d'action du PDDAA de Kampala sur la transformation intégrée des systèmes agroalimentaires, la déclinaison nationale au sein des politiques nationales et des cadres budgétaires, la coordination inclusive et le renforcement des systèmes de données probantes et de la redevabilité mutuelle.

Un modèle pratique de convergence pour l'Afrique devrait attribuer à chaque processus des rôles distincts mais complémentaires. L'UNFSS est surtout utile comme plateforme de mise à l'agenda, de participation et d'articulation avec le niveau mondial. Le PDDAA de Kampala est le mieux placé pour jouer le rôle de colonne vertébrale institutionnelle de la planification, de la mise en œuvre, de l'examen et de la redevabilité mutuelle sous le leadership national. Son alignement sur la Position commune africaine sur les systèmes alimentaires, son passage d'une approche portée par l'agriculture à une approche fondée sur les systèmes agroalimentaires, et son recours aux plans nationaux et régionaux d'investissement agroalimentaire en font l'ancrage le plus approprié pour la convergence opérationnelle. Un coordonnateur national désigné, doté de lignes de rapportage claires aux ministères concernés et tenant compte de la structure propre à chaque pays, devrait rendre compte des progrès du PDDAA et de l'alignement sur d'autres processus politiques régionaux, continentaux et mondiaux, y compris l'UNFSS.

Cinq priorités découlent de cette analyse. Premièrement, les gouvernements devraient utiliser les plateformes nationales alignées sur le PDDAA comme cadre institutionnel d'accueil pour le suivi de l'UNFSS, plutôt que de créer des structures distinctes. Deuxièmement, les priorités de l'UNFSS devraient être intégrées aux plans nationaux d'investissement agricole et agroalimentaire, plutôt que d'être maintenues comme des engagements autonomes. Troisièmement, le rapportage et la redevabilité mutuelle devraient, dans toute la mesure du possible, s'aligner sur les instruments existants du PDDAA, y compris les Revues biennales (BR), les Revues sectorielles conjointes (JSR) et les plateformes de connaissances apparentées. Quatrièmement, les acquis participatifs de l'UNFSS devraient être institutionnalisés au sein des cycles de planification et d'examen adossés au PDDAA. Cinquièmement, l'UA et ses partenaires devraient appuyer des systèmes de données probantes interopérables et des mécanismes d'apprentissage par les pairs pour aider les pays à traduire la convergence en pratique.

En somme, la convergence devrait procéder par imbrication institutionnelle, et non par multiplication institutionnelle. Pour les gouvernements africains confrontés à un espace budgétaire restreint et à des exigences croissantes de mise en œuvre, il ne s'agit pas d'une simple préférence de gouvernance ; c'est une condition pratique préalable à une transformation des systèmes agroalimentaires plus cohérente et plus efficace.

Références

Candel, J., and R. Biesbroek. 2016. "Toward a Processual Understanding of Policy Integration." *Policy Sciences*, 49(3), 211–231. <https://doi.org/10.1007/s11077-016-9248-y>

Canfield, M. J. Duncan, and P. Claeys. 2021. "Reconfiguring Food Systems Governance: The UNFSS and the Battle over Authority and Legitimacy." *Development*, 64(3–4), 181–191. <https://doi.org/10.1057/s41301-021-00312-1>

Jomo, S., V. Mbao, and K.H.D. Tiessen. 2025. "Food Systems Transformation Commitments in Eastern Africa and their Alignment with the UNFSS Action Areas and the Kampala CAADP Declaration." *Frontiers in Sustainable Food Systems*, 9. <https://doi.org/10.3389/fsufs.2025.1653570>

Kalibata, A. 2022. "Reflections on Food Systems Transformation: An African Perspective." *Global Social Challenges Journal*, 1(1), 138–150. <https://doi.org/10.1332/oyyl3696>

Kraak, V.I. 2021. "Advice for Food Systems Governance Actors on Deciding Whether and How to Engage with the Agri-food and Beverage Industry to Address Malnutrition within the Context of Healthy and Sustainable Food Systems." *International Journal of Health Policy and Management*. <https://doi.org/10.34172/ijhpm.2021.70>

Nhemachena, C., G. Matchaya, and S. Nhlengethwa. 2017. "Strengthening mutual accountability and performance in agriculture in Southern Africa." *South African Journal of Science*, 113(5/6). <https://doi.org/10.17159/sajs.2017/20160185>

Oehmke, J.F., S.L. Young, and G. Bahiigwa. 2018. "The Behavioral Economics Basis of Mutual Accountability to Achieve Food Security." *Politics & Policy*, 46(1), 32–57. <https://doi.org/10.1111/polp.12244>

Resnick, D., X. Diao, and G. Tadesse (Eds). 2020. *Sustaining Africa's Agrifood System Transformation: The Role of Public Policies*. ReSAKSS 2020 Annual Trends and Outlook Report. Washington, DC: International Food Policy Research Institute (IFPRI); Kigali: AKADEMIYA2063. <https://doi.org/10.2499/9780896293946>

Ulimwengu, J.M., E.M. Kwofie, and J. Collins. 2023. *African Food Systems Transformation and the Post-Malabo Agenda*. ReSAKSS 2023 Annual Trends & Outlook Report (ATOR). Kigali: AKADEMIYA2063; Washington, DC: International Food Policy Research Institute (IFPRI). <https://doi.org/10.54067/9781737916482>

À PROPOS D'AKADEMIYA2063

AKADEMIYA2063 est une organisation de recherche à but non lucratif implantée en Afrique, dont le siège est à Kigali, au Rwanda, et le bureau régional à Dakar, au Sénégal. Inspirée par les ambitions de l'Union africaine et fondée sur la reconnaissance de l'importance cruciale de disposer de systèmes solides, basés sur les connaissances et les données probantes, la vision d'AKADEMIYA2063 est celle d'une Afrique dotée de l'expertise nécessaire pour créer l'Afrique que nous voulons. Cette expertise doit répondre aux besoins du continent en matière de données et d'analyses, afin de concevoir et de mettre en œuvre des politiques de qualité. L'élaboration de politiques inclusives et fondées sur des données probantes est essentielle pour répondre aux aspirations du continent en matière de développement, créer des richesses et améliorer les conditions de vie des populations. La mission globale d'AKADEMIYA2063 est de créer, à travers l'Afrique et sous la direction de son siège au Rwanda, des capacités techniques de pointe visant à soutenir les efforts des États membres de l'Union africaine dans la réalisation des objectifs clés de l'Agenda 2063, à savoir transformer les économies nationales pour stimuler la croissance économique et la prospérité. Conformément à sa vision et à sa mission, l'objectif principal d'AKADEMIYA2063 est de contribuer à répondre aux besoins de l'Afrique aux niveaux continental, régional et national en matière de données, d'analyses et d'apprentissage mutuel, afin de favoriser la mise en œuvre efficace de l'Agenda 2063 et la réalisation des résultats attendus par une masse critique de pays. AKADEMIYA2063 s'efforce d'atteindre ses objectifs à travers des programmes organisés en cinq domaines stratégiques : veille et analyse décisionnelle, systèmes de connaissances, intelligence et gouvernance des données, ainsi que par le biais de partenariats innovants et d'activités de communication et de sensibilisation. Pour plus d'informations, veuillez consulter le site www.akademiy2063.org.



Bâtir des systèmes agroalimentaires résilients et durables en Afrique



AKADEMIYA2063 bénéficie du soutien de la Banque africaine de développement (BAD), de la Fondation Gates, du Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) par l'intermédiaire de l'Agence de coopération internationale allemande pour le développement (GIZ), du Fonds international de développement agricole (FIDA) et de la Fondation Mastercard. Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les points de vue des partenaires.

CONTACTEZ-NOUS

SIÈGE D'AKADEMIYA2063

Kicukiro/Niboye KK 341 St 22 | B.P.1855
Kigali-Rwanda

☎ +250 788 318 315

✉ kigali-contact@akademiya2063.org

BUREAU RÉGIONAL D'AKADEMIYA2063

Lot N°3 Almadies | B.P. 24 933
Dakar-Sénégal

☎ +221 338 652 881

✉ dakar-contact@akademiya2063.org

🌐 www.akademiya2063.org

Pour toute question concernant cette publication, veuillez nous contacter à l'adresse suivante : communications@akademiya2063.org.

    @AKADEMIYA2063